



Éradiquer durablement la faim : Le rôle du genre

Ceres2030 réunit l'Institut international du développement durable (IISD), l'Université Cornell et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) afin de répondre à deux questions liées entre elles : (i) Combien cela coûtera-t-il aux gouvernements d'éradiquer la faim de manière durable tel que définie par l'Objectif de développement durable (ODD) 2 ? Et (ii) Quelles sont les investissements publics les plus efficaces pour éradiquer la faim de manière durable sur la base des données factuelles disponibles ? Ceres2030 est un projet d'une durée de trois ans qui prendra fin au début de l'année 2021. L'ODD 2 est le deuxième d'un groupe de 17 Objectifs de développement durable qui

constituent ensemble le Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU (UN General Assembly, 2015). L'ODD 2 représente un engagement pour éliminer durablement la faim, avec des sous-objectifs axés sur l'éradication de la faim, l'amélioration de la nutrition, l'augmentation des revenus des petits producteurs et la réduction de l'empreinte écologique de l'agriculture.

Le projet associe un modèle économique de pointe permettant de chiffrer les interventions nécessaires pour éradiquer la faim et une démarche d'examen systématique des données probantes renforcée par l'apprentissage automatique permettant d'évaluer l'efficacité des interventions dans le domaine de la politique agricole. Les synthèses des données probantes démontrent comment les décideurs peuvent mieux exploiter les données probantes disponibles lorsqu'ils sélectionnent les interventions dans lesquelles investir afin de faire progresser les systèmes alimentaires durables et mettre un terme à la faim. Le projet se focalise sur l'ODD 2.1, qui vise l'élimination de la faim, sur l'ODD 2.3, qui porte sur le doublement de la productivité et des revenus des petits producteurs alimentaires et sur l'ODD 2.4, qui cherche à garantir la viabilité et la résilience agricoles.



Photo: Hamish John Appleby/IWMI (CC BY-NC-ND 2.0)



Photo: Farha Khan/IFPRI (CC BY-NC-ND 2.0)

Ce document fait partie d'une série rédigée par l'équipe du projet de Ceres2030 concernant les enjeux essentiels à la réalisation de l'ODD 2 mais pour lesquels il n'existe pas assez de données pour rendre justice à cette question. Pour l'équipe de Ceres2030, il ne s'agit pas tant de générer de nouvelles données que d'analyser et de synthétiser les données existantes. Ainsi, le modèle des coûts et la synthèse des données probantes dépendent tous les deux de ce qui a déjà été publié. Un modèle des coûts repose sur des données quantitatives. Dans la mesure où ces données ne sont pas ventilées par sexe, il s'avère impossible pour le modèle de tirer des conclusions qui soient, à leur tour, ventilées par sexe. Des bases de données ventilées par sexe se construisent lentement. Les milieux de la recherche et de l'élaboration des politiques sont mieux éclairés aujourd'hui qu'il y a 10 ans et apprennent toujours davantage. Néanmoins, tout en devenant de plus en plus disponibles pour les résultats axés sur la santé et la nutrition, les statistiques ventilées par sexe portant sur l'agriculture et le développement rural restent rares.

Les arguments en faveur d'une analyse fondée sur le genre ont déjà été exprimés, et ce de façon éloquente. Une partie de cette documentation

relative à l'agriculture et à la sécurité alimentaire est présentée ci-après. L'équipe du projet espère qu'à l'avenir, un projet chargé d'examiner les données existantes comme l'a fait Ceres2030 pourra disposer des données quantitatives nécessaires pour permettre l'examen du rôle des femmes dans l'agriculture. De même, les synthèses des données disponibles sont susceptibles avec le temps de trouver que la recherche publiée fasse davantage état du genre. Pour l'instant, malheureusement, les recherches publiées contiennent autant sinon plus de lacunes que de réponses. Cette note d'information fait ressortir les défis rencontrés, met en lumière certaines interventions qui se sont révélées efficaces et vise à contribuer à plaider en faveur de la prise en compte et de l'intégration du genre dans les recherches entreprises afin que l'autonomisation des femmes obtienne la place qu'elle mérite dans le cadre de la réalisation du Programme 2030.

LE DÉFI

1. QUEL EST L'ENJEU ?

L'agriculture comporte une importante dimension sexospécifique. Les femmes constituent 43 pour cent de la main-d'œuvre agricole mondiale (Food and Agriculture Organization of the United Nations [FAO], 2015). Dans les pays les moins avancés, 64,3 pour cent des femmes étaient employées dans l'agriculture en 2015. Les femmes sont actives dans les systèmes agricoles et alimentaires du monde entier. Dans de nombreux systèmes agricoles de subsistance, c'est aux femmes qu'incombe la responsabilité première de la production des cultures vivrières. En règle générale, elles sont également responsables des jardins potagers qui répondent aux besoins des ménages. Les femmes sont moins susceptibles que les hommes d'intervenir dans la production de cultures de rente ou de cultures à forte valeur ajoutée. Bien qu'il importe de se rappeler l'existence de variations régionales, les femmes dans le secteur agricole ont généralement tendance à être travailleuses indépendantes et à vaquer à des tâches plus chronophages et plus exigeantes en main-d'œuvre que celles effectuées par les hommes (FAO, 2011, 2013, 2015). Au niveau communautaire, les femmes sont plus susceptibles que les hommes de s'impliquer dans la gestion des ressources naturelles pour l'agriculture, notamment la conservation des sols et de l'eau, le boisement et la domestication des cultures.

Malgré le rôle actif joué par les femmes dans l'agriculture, elles sont souvent ignorées ou exclues des services et systèmes agricoles. Elles n'ont généralement pas un accès égal à l'éducation, bien que la situation s'améliore, et elles font face à des obstacles juridiques et culturels pour accéder aux intrants, y compris le crédit, pour établir les titres fonciers et pour obtenir le soutien des services de vulgarisation. Cela influe sur la productivité des femmes : la productivité des agricultrices est en moyenne inférieure à celle de leurs homologues masculins, à la fois en termes de rendements et de revenus (FAO, 2015). Par exemple, dans la région Asie-Pacifique, les femmes travaillent généralement 12–13 heures par semaine de plus que les hommes tout en produisant 20 à 30 pour cent de moins que les hommes agriculteurs (FAO, 2011 : Données issues de United Nations Department of Economic and Social Affairs, 2010). Bien que les raisons de cet écart de productivité entre les sexes soient multiples, il est important que les décideurs politiques prêtent attention aux coûts sociaux et économiques de cet écart de rémunération fondé sur le genre et de l'inégalité d'accès des femmes aux ressources productives. L'égalesation de cet écart de productivité aurait des répercussions positives importantes. D'après la FAO,

Si les femmes avaient le même accès que les hommes aux ressources productives, elles pourraient augmenter de 20 à 30 pour cent les rendements de leur exploitation, ce qui aurait pour effet d'accroître la production agricole totale des pays en développement de 2,5 à 4 pour cent, hausse qui, à son tour, pourrait se traduire par une réduction de 12 à 17 pour cent du nombre de personnes souffrant de faim dans le monde. Les bénéfices potentiels varieraient de région à région, selon le degré de participation des femmes aux travaux agricoles, la production ou les terres qu'elles contrôlent et l'importance du fossé hommes-femmes auquel elles sont confrontées (FAO, 2011, p. 6).

L'écart de productivité existant est imputable au fait que les femmes ont une plus grande responsabilité pour le travail domestique non rémunéré, un moindre accès aux facteurs de production (y compris la terre, les semences de haute qualité, les engrais, les équipements agricoles, la main-d'œuvre salariée et le crédit) et un moindre accès aux réseaux d'information tels que les organisations d'agriculteurs (FAO, 2015 ; World Bank & ONE, 2014). En outre, les femmes sont souvent exclues des programmes de vulgarisation agricole et des marchés agricoles (O'Sullivan et al., 2014 ; Pionetti, 2006). Ces limitations de l'accès des femmes au soutien à la production sont largement dictées par des normes sociales et culturelles (O'Sullivan et al., 2014). Dans de nombreux systèmes sociaux et politiques, les femmes sont marginalisées ou exclues de la prise de décision, tant au sein du ménage que dans les institutions décisionnelles formelles. Leur exclusion est souvent appuyée par la loi.

Pour combler l'écart de productivité entre les exploitations commerciales de petite et de plus grande échelle, les agriculteurs doivent avoir accès à l'énergie, à l'irrigation et au transport. En Afrique subsaharienne, la majorité des agriculteurs pauvres — particulièrement les agricultrices — n'ont pas accès à ces infrastructures (FAO, 2006). De nombreux experts et communautés ont reconnu la nécessité d'une énergie fiable et peu coûteuse comme intrant pour l'agriculture. L'énergie est essentielle pour faire fonctionner les équipements, traiter et réfrigérer les aliments, canaliser l'eau et faire fonctionner les systèmes d'irrigation (FAO, 2006). Mais l'énergie est particulièrement cruciale pour la productivité des femmes rurales car une part importante des tâches ménagères traditionnellement confiées aux femmes et aux filles prennent beaucoup plus de temps qu'elles ne le devraient en raison de la médiocrité des infrastructures et des faibles niveaux de mécanisation. Les opportunités économiques des femmes s'améliorent également lorsque des infrastructures de transport et des services de transport abordables sont disponibles. Des transports sûrs et fiables peuvent considérablement réduire les horaires de travail des femmes, accroître leurs possibilités de travail et élargir leur accès aux marchés, soit directement, soit par un meilleur accès aux coopératives et aux organisations de producteurs (FAO et al., 2010).

Les femmes sont également désavantagées par rapport aux hommes en tant que consommatrices de nourriture. Toutes conditions égales par ailleurs, les ménages pauvres dirigés par des femmes parviennent mieux à fournir une alimentation nutritive aux enfants que les ménages pauvres dirigés par des hommes (International Finance Corporation [IFC], 2013, p. 5). Pourtant, les traditions culturelles et les structures sociales laissent souvent les femmes plus pauvres et plus sujettes à la malnutrition que les hommes. Cette situation concerne également les mères enceintes et allaitantes, qui ont souvent

besoin d'aliments spécifiques supplémentaires (FAO et al., 2018). Par conséquent, les femmes sont jusqu'à 11 pour cent plus susceptibles que les hommes de déclarer une insécurité alimentaire (Nagel, 2016). L'insécurité alimentaire est plus répandue chez les femmes non seulement en termes de moyenne mondiale, mais aussi dans toutes les régions du monde (FAO et al., 2017). Trop souvent, la faim chez les enfants est également héritée: une mère qui subit un retard de croissance ou une insuffisance pondérale en raison d'une alimentation inadéquate donnera souvent naissance à des enfants ayant un poids faible à la naissance.

Il importe de se rappeler que les situations et contextes vécus par les femmes varient énormément dans le monde et que leurs expériences sont également façonnées de manière à recouper d'autres variables telles que la race, la religion, l'âge et le statut socio-économique. Néanmoins, les différences de genre sont marquées. Les inégalités culturelles, sociales et économiques entre les hommes et les femmes entraînent une production alimentaire moindre, des recettes plus faibles et des niveaux plus élevés de pauvreté et d'insécurité alimentaire. Dans certaines régions, à mesure que l'utilisation des terres est réorientée de la production de subsistance vers les cultures de rapport, l'accès des femmes à la terre et à la nourriture est restreint, car elles assument la responsabilité principale de la production alimentaire de leurs ménages mais se voient refuser l'accès à l'agriculture commerciale. Pour remédier à ces inégalités, les gouvernements ont adopté les ODD de l'ONU, également appelés collectivement le Programme 2030 de l'ONU. Deux objectifs en particulier sont pertinents dans le cas présent : l'ODD 2, l'engagement pour éliminer la faim de manière durable (qui est l'objectif principal du projet Ceres2030) et l'ODD 5, l'engagement en faveur de l'équité et de l'autonomisation des femmes.

2. POURQUOI LE GENRE EST-IL IMPORTANT POUR CERES2030 ?

Afin de réaliser le programme ambitieux et intersectoriel énoncé par les ODD, les gouvernements doivent investir dans des interventions politiques qui maximisent les synergies et limitent les compromis. Les objectifs forment un tout interdépendant, avec des sous-objectifs qui se chevauchent et se renforcent mutuellement. Pour que les femmes accèdent à la sécurité alimentaire, par exemple, les gouvernements devront protéger et promouvoir l'ODD 5.5, qui constitue un engagement pour garantir la participation entière et effective des femmes ainsi que l'égalité des chances en matière de leadership à tous les niveaux de prise de décision dans la vie politique, économique et publique. L'Encadré 1 présente les questions de genre et les interventions spécifiques relatives aux cibles énumérées par les ODD.



Photo: Neil Palmer/CIAT (CC BY-NC-SA 2.0)

3. COMMENT LE GENRE EST-IL INTÉGRÉ DANS CERES2030 ?

Le modèle économique utilisé dans le cadre de Ceres2030 est un modèle d'équilibre général calculable dynamique qui est à la fois multinational et multisectoriel. Il permet de simuler le fonctionnement et les interactions des marchés nationaux et internationaux, en tenant compte de la production, de la demande et des prix. Ce modèle conjugue cette simulation économique et une analyse des tendances biophysiques et socioéconomiques (Laborde et al., 2013). Le modèle intègre les principaux facteurs économiques qui influent sur l'agriculture, fournissant ainsi un cadre quantitatif solide pour estimer les coûts des interventions de politique agricole. De plus, le modèle permet de suivre la consommation au niveau des ménages, la production des principales denrées alimentaires et d'autres sources de revenus.

Le défi à relever par les modélisateurs de Ceres2030 dans le contexte de leurs efforts pour intégrer le genre dans le modèle des coûts est celui du manque de données ventilées par sexe à l'échelle dont ils ont besoin pour réaliser une analyse nationale et mondiale. Ces données sont toutefois collectées de plus en plus fréquemment, de sorte que, lorsque cela est possible, le modèle de

Ceres2030 intégrera des effets ventilés par sexe. Le modèle sera en mesure de générer une analyse grossière des effets des interventions de politique agricole en fonction du genre en combinant les données issues des ménages, telles que le nombre de femmes dans le ménage et le sexe du chef de ménage, avec les données portant sur les schémas de genre plus larges dans l'agriculture et la société. Bien que le modèle de Ceres2030 ouvre déjà de nouveaux horizons en utilisant les données disponibles provenant des ménages, il est important de souligner que ces données ne révèlent toujours pas la répartition au sein du ménage de la nourriture et d'autres ressources en fonction du genre. Davantage de femmes vivent dans des ménages avec des hommes que sans hommes. Les femmes peuvent également avoir accès à des formes de soutien « cachées » par le biais de groupes de parenté ou d'autres relations sociales qui compensent la faiblesse relative de leurs revenus par rapport à ceux des hommes. (Voir Doss et al. [2018] pour plus de renseignements sur les idées fausses et les lacunes dans les données qui empêchent la réalisation d'analyses sexospécifiques éclairées portant sur l'agriculture). Pour recueillir au mieux les résultats ventilés par sexe, le modèle aurait besoin de données au niveau de l'individu afin de simuler les décisions prises au sein du ménage. Ces données n'existent pas pour l'instant.

Le manque de données ventilées par sexe transparait également dans les indicateurs officiels des ODD. Parmi les 13 indicateurs de l'ODD 2, un seul comporte une dimension de genre explicite et mesurable : l'Indicateur 2.3.2, intitulé Revenu moyen des petits producteurs alimentaires, selon le sexe et le statut d'autochtone (Inter-Agency and Expert Group on SDG Indicators, 2019). Même pour cet indicateur, la disponibilité des données demeure non résolue, ce qui représente un problème qui dépasse la portée de l'ODD 2 seul : parmi les 54 indicateurs spécifiques au genre que comportent les 17 ODD, moins de 20 pour cent répondent aux critères d'indicateurs bien définis avec des données déjà disponibles (ceux-ci sont classés en Catégorie 1 par l'ONU) et presque le même nombre d'indicateurs entrent dans la catégorie de ceux qui ne disposent ni d'une définition claire ni d'une collecte coordonnée des données (Catégorie 3) (Inter-Agency and Expert Group on SDG Indicators, 2019). Tous les autres indicateurs sont classés en Catégorie 2, pour laquelle les indicateurs sont bien définis mais les données ne sont pas encore disponibles.

En dépit de ces obstacles, l'équipe du projet Ceres2030 a recherché les données ventilées par sexe dans les synthèses des données probantes et utilisé les informations disponibles relatives aux ménages afin d'explorer les répercussions sexospécifiques des interventions sélectionnées tout en tenant compte de leurs incidences sur la réalisation de l'ODD 2. Chacune des huit synthèses de données fournit des informations détaillées relatives au rôle du genre. Chaque synthèse de données est consacrée à une intervention différente, notamment les relations liées à la chaîne de valeur, l'adoption par les agriculteurs de cultures résilientes au climat et les démarches de production dans les zones pauvres en eau (les thèmes de chaque document peuvent être visualisés en ligne à ceres2030.org/eight-interventions/). Les informations découlant de la synthèse des données probantes permettront à l'équipe du projet Ceres2030 de comprendre et de suivre les différences de comportement et de performance observées entre les ménages à chef féminin et les ménages à chef masculin concernant leur nature, leur rendement et leur revenu issu de la production agricole ainsi que leur schéma de consommation. Les données permettent également de mieux comprendre les ménages constitués d'une part importante de femmes et de ventiler les ménages selon la proportion de femmes en âge de travailler.

Ce modèle pourrait également être employé pour estimer les effets liés au genre en se servant des données portant sur des secteurs ou des cultures spécialisées pour lesquelles les différences selon le genre sont documentées. À titre d'exemple, les modélisateurs peuvent partir du principe que la suppression des restrictions et des distorsions commerciales (mentionnée par l'ODD 2.b, qui porte sur les moyens de mise en œuvre) aura des effets différenciés entre les producteurs de sexe masculin et féminin lorsque les données montrent que les hommes et les femmes produisent des cultures différentes. L'équipe de Ceres2030 pourrait utiliser les informations disponibles concernant les différences liées au genre dans le secteur agricole afin d'éclairer les estimations quant à la manière dont une intervention donnée pourrait affecter différemment les femmes et les hommes. Cependant, ces données exigent un processus approfondi de traitement et de validation. Ceres2030 ne dispose pas actuellement d'une capacité suffisante pour inclure cette dimension lors de la définition de la typologie des ménages. Il s'agit d'un complément qui serait possible si des ressources additionnelles devenaient disponibles.

Des informations supplémentaires sur le genre sont incluses dans certains des documents de synthèse des données probantes. Globalement, environ 10 pour cent des interventions examinées par les documents ont évalué les différences liées au genre dans les résultats des interventions. Il ressort par exemple des résultats de la synthèse des données probantes que les deux tiers des éleveurs de bétail dans les pays à revenu faible ou intermédiaire sont des femmes, et que le genre et la situation matrimoniale ont un effet sur l'appartenance aux organisations d'agriculteurs, les femmes mariées étant moins susceptibles d'en devenir membres. Les groupes d'entraide et les groupes de femmes semblent être mieux adaptés pour appuyer la prise de décision des femmes sur les questions sociales et les investissements, en particulier dans les domaines de l'éducation et des soins de santé.

De toute évidence, il est essentiel de procéder à une analyse qui se penche sur les disparités liées au genre. Il est également crucial que cette analyse étudie la meilleure façon d'élaborer les politiques et le suivi dans l'optique d'éliminer la discrimination et de créer un engagement plus équilibré (indépendamment du genre) pour la réalisation de l'ODD 2. Les données qui sont actuellement disponibles, et qui sont ventilées selon le sexe du chef du ménage, la part de femmes parmi les membres du foyer ou la part de femmes parmi les producteurs, sont incomplètes. En effet, les résultats de cette analyse de genre peuvent passer à côté de différences significatives liées au genre. Pour que des différences soient observées à ce niveau, des données plus granulaires doivent être collectées pour mieux comprendre les différences de genre entre et au sein des ménages.

REFERENCES

- Doss, C., Meinzen-Dick, R., Quisumbing, A., & Theis, S. (2018). Women in agriculture: Four myths. *Global Food Security*, 16, 69–74. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2017.10.001>
- Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). (2006). *Gender: The missing component of the response to climate change*. FAO. <http://www.fao.org/3/i0170e/i0170e00.pdf>
- Food and Agriculture Organization of the United Nations. (2015). *Running out of time: The reduction of women's work burden in agricultural production*. FAO. www.fao.org/3/a-i4741e.pdf
- Food and Agriculture Organization of the United Nations, International Fund for Agricultural Development (IFAD), International Labour Organization (ILO). (2010). *Gender dimensions of agricultural and rural employment: Differentiated pathways out of poverty*. FAO. <http://www.fao.org/3/i1638e/i1638e.pdf>
- Inter-Agency and Expert Group on SDG Indicators. (2019, le 22 mai). *Tier classification for global SDG indicators*. https://unstats.un.org/sdgs/files/Tier_Classification_of_SDG_Indicators_22_May_2019_web.pdf
- International Finance Corporation (IFC). (2013). *IFC Jobs Study. Assessing private sector contributions to job creation and poverty reduction: Findings on gender*. International Finance Corporation, World Bank Group. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/16979>
- Laborde, D., Robichaud, V., & Tokgoz, S. (2013). MIRAGRODEP 1.0: Documentation. AGRODEP.
- O'Sullivan, M., Rao, R., Banerjee, R., Gulati, K., & Vinez, M. (2014). *Levelling the field: Improving opportunities for women farmers in Africa*. World Bank. <http://documents.worldbank.org/curated/en/579161468007198488/Levelling-the-field-improving-opportunities-for-women-farmers-in-Africa>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). (2011). *Le rôle des femmes dans l'agriculture : Comblant le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement*. Rome : FAO. <http://www.fao.org/3/i2050f/i2050f01.pdf>

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. (2013). *Recherche sur le genre et les changements climatiques dans l'agriculture et la sécurité alimentaire pour le développement*. rural.<http://www.fao.org/3/i3385f/i3385f.pdf>

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds international de développement agricole, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme alimentaire mondial (PAM), & Organisation mondiale de la Santé (OMS). (2017). *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017. Renforcer la résilience pour favoriser la paix et la sécurité alimentaire*. FAO. <http://www.fao.org/3/a-17695f.pdf>

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds international de développement agricole, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme alimentaire mondial, & Organisation mondiale de la Santé. (2018). *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018. Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition*. FAO. <http://www.fao.org/3/I9553FR/i9553fr.pdf>

Pionetti, C. (2006). *Seed diversity in the drylands: Women and farming in South India*. International Institute for Environment and Development. <http://dlc.dlib.indiana.edu/dlc/bitstream/handle/10535/5950/14857IIED.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

Quisumbing, A. R., Haddad, L., & Peña, C. (1995). *Gender and poverty: New evidence from 10 developing countries*. IFPRI. <https://ageconsearch.umn.edu/record/97310/files/Gender%20and%20poverty.pdf>

United Nations Department of Economic and Social Affairs. (2010). *The world's women 2010: Trends and statistics*. https://unstats.un.org/unsd/demographic-social/products/worldswomen/documents/WW_full%20report_color.pdf

United Nations Environment Programme (UNEP), UN Women, UN Peacebuilding Support Office (PBSO), & United Nations Development Programme (UNDP). (2013). *Women and natural resources: Unlocking the peacebuilding potential*. https://postconflict.unep.ch/publications/UNEP_UN-Women_PBSO_UNDP_gender_NRM_peacebuilding_report.pdf

World Bank. (n.d.). *Model 10: Gender and natural resource management*. World Bank. <http://siteresources.worldbank.org/INTGENAGRLIVSOUBOOK/Resources/Module10.pdf>

World Bank & ONE Campaign. (2014). *Levelling the field: Improving opportunities for women farmers in Africa*. <https://www.banquemonde.org/fr/region/afr/publication/levelling-the-field-improving-opportunities-for-women-farmers-in-africa>

Référence suggérée : Bizikova, L. (juillet 2020). *Éradiquer durablement la faim : Le rôle du genre*. Institut international du développement durable, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et Université Cornell.

Nous remercions chaleureusement les membres de l'équipe de Ceres2030 : Livia Bizikova, David Laborde, Sophia Murphy, Marie Parent, Jaron Porciello et Carin Smaller.

Ceres2030
Sustainable Solutions to End Hunger

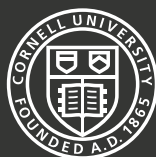


À PROPOS DE CERES2030

Ceres2030 réunit trois institutions qui partagent une vision commune : un monde libéré de la faim dans lequel les petits producteurs bénéficient de revenus et d'une productivité agricoles plus élevés, de manière à soutenir la durabilité des systèmes alimentaires. Notre mission est de fournir à la communauté des donateurs une variété d'options politiques pour orienter leurs investissements, appuyée par les meilleures données probantes et modèles économiques disponibles.

Ce partenariat réunit l'Université Cornell, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et l'Institut international du développement durable (IISD). Son financement provient du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) et de la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF).

© 2020 The International Institute
for Sustainable Development



INTERNATIONAL
FOOD POLICY
RESEARCH
INSTITUTE



International Institute for
Sustainable Development